Tribune conjointe de MM. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, et Philip Hammond, ministre britannique des affaires étrangères et du Commonwealth, sur l'avenir de la Syrie.

2015-02-28

* Le maître de Damas ne peut pas être l'avenir de la Syrie

Depuis le palais où il est reclus, Bachar Al-Assad ne se contente plus de faire la guerre à son propre peuple : il a lancé une démarche d'auto-réhabilitation. Dans les médias occidentaux, il tente de profiter de l'effroi suscité par les extrémistes pour se présenter en rempart contre le chaos. Certains paraissent sensibles à ce discours : face à la terreur, disent-ils, l'injustice et la dictature seraient préférables au désordre.

En réalité, Bachar représente à la fois l'injustice, le désordre et la terreur. Et nous, France et Royaume-Uni, nous disons non aux trois.

D'où notre scepticisme lorsque Bachar Al-Assad prétend accepter la proposition faite par l'envoyé des Nations unies, Staffan de Mistura : un arrêt pendant six semaines des bombardements sur la population civile d'Alep. Nous saluons le dévouement et les efforts de M. de Mistura. Nous partageons le souhait d'une réduction concrète et durable des violences. Mais, en raison de son action passée, nous ne pouvons pas accorder de crédit à la parole de Bachar.

Il mène une guerre civile avec barbarie. La liste de ses crimes - crimes de guerre et crimes contre l'humanité - est longue. Ceux-ci ont prétendument été commis au nom de la lutte contre le terrorisme, mais ils l'ont été en réalité dans le cadre d'une politique systématique. N'oublions pas l'utilisation des armes chimiques, le recours aveugle à la violence contre les civils syriens, les terribles images de tortures et d'assassinats dans les prisons d'Assad révélées au monde par le transfuge du régime connu sous le nom de César.

En réalité, Bachar est plus faible qu'il y a un an et ne cesse de s'affaiblir. Son armée est exsangue, désertée de plus en plus par ses propres soldats et contrainte de recruter des mercenaires jusqu'en Asie. Il est devenu le vassal de ses parrains régionaux qui, tel le Hezbollah, font la loi dans le pays.

* Règlement politique négocié

Bachar ne contrôle plus réellement son pays, ni au nord où il a perdu du terrain et où l'opposition modérée se bat avec courage, ni à l'est où il n'oppose aucune résistance à Daech, ni à l'ouest où s'est installée une filiale d'Al-Qaida. Quant à ses propres frontières, elles sont infiltrées de toutes parts.

Proposer Bachar Al-Assad comme solution face à l'extrémisme, c'est méconnaître les causes de la radicalisation. Après 220.000 morts et des millions de déplacés, il est illusoire d'imaginer que la majorité des Syriens consentent à se placer de nouveau sous la coupe de celui qui les martyrise. Mettre fin à leurs espoirs d'un avenir meilleur avec une Syrie sans Bachar, ce serait radicaliser encore davantage de nombreux Syriens, pousser des modérés vers l'extrémisme et consolider un bastion djihadiste en Syrie.

Pour notre propre sécurité nationale, nous devons venir à bout de Daech en Syrie. Nous avons besoin d'un partenaire pour agir contre les extrémistes, donc d'un règlement politique négocié entre les différentes parties syriennes et conduisant à un gouvernement d'unité. Celui-ci devrait réunir certaines structures du régime existant, la Coalition nationale et d'autres composantes qui ont de la Syrie une vision modérée, inclusive, respectant les différentes communautés du pays. Il est clair pour nous que Bachar Al-Assad ne peut s'inscrire dans un tel cadre.

Cette transition permettrait à la fois de redonner au peuple syrien l'espoir en son avenir et de nous attaquer aux causes profondes de Daech. C'est à cela que nous travaillons. La tâche n'est pas aisée, et chacun doit y prendre sa part ; mais la France et le Royaume-Uni ne ménageront aucun effort pour y parvenir.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 2 mars 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/194032-tribune-conjointe-de-mm-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangere